



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Streaming

Netflix ne veut plus compter seulement sur ses abonnés

Netflix compte près de 270 millions d'abonnés dans le monde, après avoir engrangé plus de 9 millions d'abonnements supplémentaires au premier trimestre, bien ... • (Page 08)

Surtourisme

Aux Canaries, haro sur le tourisme de masse

Des milliers de personnes ont manifesté samedi à Ténérife, en Espagne, pour demander de limiter temporairement ... • (Page 08)

Séminaire de l'Institut International d'Assurance à Lomé • (Pages 3)

Focus sur la procédure de liquidation des sociétés d'assurance



Lutte contre le terrorisme en Afrique • (Page 04)

Renforcer la coopération pour répondre à la menace évolutive

Transport routier

Contrôle imminent du paiement de la TPU

Le commissariat général de l'Office togolais des recettes (OTR) annonce le début du contrôle du paiement de la ... • (Page 02)

Mécanisme Forêts et Paysans

La FAO recherche un facilitateur national

Au Togo, le Programme des Nations Unies pour l'Alimentation veut assurer la continuité opérationnelle du Mécanisme Forêts et ... • (Pages 04)

Bénin

16,3 millions de SIM pour 8,5 millions d'abonnés mobiles uniques

L'adoption des services de communications électroniques est en pleine croissance en Afrique. Cela s'explique ... • (Page 06)

Port autonome de Lomé

Un Centre d'appels dédié à la gestion des informations

Le Port Autonome de Lomé (PAL) a franchi une étape majeure dans l'amélioration de ses services avec l'inauguration de son Centre d'Appels dédié à la ... • (Page 11)



CANAL BOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

FIBREZ SANS FRAIS

EN AVRIL L'INSTALLATION ET LA BOX FIBRE SONT À 0 FCFA

8866 www.canalbox.tg

Transport routier

Contrôle imminent du paiement de la TPU

Le commissariat général de l'Office togolais des recettes (OTR) annonce le début du contrôle du paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des transporteurs routiers, à partir du 2 mai. Cette mesure, qui concerne les trois premiers mois de 2024, vise à assurer la conformité fiscale des contribuables.

• Hélène Martelot

La TPU, communément appelée "trimestre", est une taxe spécifique aux transporteurs routiers au Togo. Elle est perçue trimestriellement et est calculée sur une base forfaitaire déterminée par l'administration fiscale. Les tarifs de la TPU sont établis en fonction de différents critères, notamment le poids économique des véhicules et le type de transport effectué (personnes ou marchandises). Ces grilles tarifaires garantissent une contribution équitable de chaque catégorie de transporteur. La TPU est calculée sur la base du chiffre d'affaires estimé par l'administration fiscale pour chaque transporteur. Cette estimation prend en compte divers facteurs économiques liés à l'activité de transport. L'objectif principal du contrôle du paiement de la TPU est de vérifier la conformité fiscale des transporteurs routiers. Il vise à s'assurer que



les contribuables respectent les dispositions légales en matière de paiement de cette taxe. L'administration fiscale togolaise appelle tous les transporteurs concernés à se conformer aux dispositions en vigueur. Il est rappelé aux contribuables que le paiement de la TPU pour le premier trimestre de 2024 doit être effectué conformément à l'article 57 du livre des Procédures fiscales. Le système de taxation basé sur des grilles tarifaires permet d'assurer une contribution équitable de la part des transporteurs routiers, en tenant compte de la nature de leur activité et du poids économique de leurs véhicules. En somme,

le contrôle du paiement de la TPU des transporteurs routiers au Togo débutera le 2 mai, dans le but de garantir la conformité fiscale et l'équité dans les contributions. Les transporteurs sont invités à respecter les dispositions en vigueur et à s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les délais impartis. La Taxe Professionnelle Unique (TPU) représente un élément essentiel dans le paysage économique des transporteurs routiers. Cette taxe, participe au financement et la régulation de ce secteur d'activité. La TPU constitue une source de revenus pour les autorités publiques. Ces fonds sont souvent réinvestis dans l'amélioration des routes, des services de sécurité, et dans la mise en place de mesures visant à accroître l'efficacité du transport routier. La Taxe Professionnelle Unique des transporteurs routiers revêt une importance significative tant du point de vue financier que réglementaire et environnemental. Elle contribue à financer les infrastructures, régule le marché, favorise la protection de l'environnement et encourage la compétitivité des entreprises du secteur.



Image du jour



AUX DECIDEURS ...

Financement du développement

Le financement du développement est le ciment invisible qui relie les financements publics et privés pour des projets ayant des résultats sociaux, économiques et environnementaux. Il s'agit notamment de l'amélioration des infrastructures, d'une meilleure gestion des déchets et d'un meilleur assainissement, de l'inclusion financière, de l'énergie propre et de l'agriculture durable.

L'objectif du financement du développement est de créer des résultats sociaux, économiques ou environnementaux positifs grâce aux investissements réalisés par des institutions financières telles que les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de pension, en plus des contributions apportées par les institutions de financement du développement, les partenaires multilatéraux et les ONG.

Ces investissements génèrent généralement des retombées sur les programmes de développement des pays africains. La contribution des ONG telles que les organisations philanthropiques et de la société civile peut ne pas être financière. Leurs contributions proviennent du plaidoyer, de l'activisme, de l'engagement communautaire, de la recherche ou des services sociaux. Les experts en financement du développement Latif Alhassan et Bomikazi Zeka expliquent comment cela fonctionne.

Le financement du développement répond aux défaillances ou aux limites des institutions financières traditionnelles telles que les banques. Pour ce faire, il alloue des ressources aux besoins sociaux tels que l'éducation, la santé, les infrastructures et l'énergie.

L'essence du financement du développement est de mobiliser des ressources financières et non financières grâce à un partenariat entre les bailleurs de fonds et les parties prenantes du développement. L'objectif est d'obtenir des résultats de développement qui n'auraient pas été possibles sans leur intervention ou leur contribution.

Le financement du développement peut également attirer des fonds supplémentaires auprès d'entités privées pour financer des projets ayant des résultats socialement et écologiquement souhaitables. Les institutions financières traditionnelles telles que les banques ne sont pas incitées à le faire. Mais un réseau de bailleurs de fonds et de parties prenantes du développement peut aider à collecter des fonds. Elle peut également s'appuyer sur différents types d'expertises.

La finance d'entreprise met l'accent sur les principes de risque et de rendement. Le financement de toute activité économique dépend en grande partie du degré de risque de l'activité et de sa capacité à générer des revenus. Les institutions telles que les banques, les gestionnaires d'actifs et les compagnies d'assurance prennent leurs décisions d'investissement sur la base du rapport risque/rendement. Cela rend plus difficile le financement de projets et d'activités ayant des résultats en matière de développement durable, car les risques sont souvent élevés. Et les flux de revenus ne sont pas toujours assurés. Un exemple serait de fournir des financements aux petites entreprises.

Le financement du développement prend en compte d'autres facteurs que le risque et le rendement. L'impact social en est peut-être un. Parce qu'il applique une perspective plus large, d'autres acteurs clés sont davantage impliqués.

Les institutions de financement du développement ont pour objectif de promouvoir le développement durable. Des instruments tels que le capital-risque et le capital patient reconnaissent que les petites entreprises sont confrontées à des problèmes de financement et de trésorerie. Ils permettent une plus grande flexibilité dans les modalités de prêt.

En Afrique, les projets de développement sont traditionnellement financés par les gouvernements nationaux au moyen d'allocations budgétaires annuelles. Dans certains cas, des banques nationales de développement ont été créées.

D'énormes engagements financiers sont nécessaires pour que les pays du continent puissent atteindre les objectifs de développement qu'ils se sont fixés. Par exemple, l'Union africaine prévoit de transformer l'Afrique en une puissance mondiale d'ici 2063. De son côté, les Nations Unies ont un programme pour que tous les pays mettent en œuvre un plan de développement durable d'ici 2030.

Les besoins de financement annuels estimés pour réaliser ces plans sont de 200 millions de dollars américains. Le déficit de financement pour le contexte africain jusqu'en 2030 s'élève à 1 600 milliards de dollars américains.

Pour y parvenir, une collaboration avec les bailleurs de fonds et les parties prenantes du développement est nécessaire.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Séminaire de l'Institut International d'Assurance à Lomé

Focus sur la procédure de liquidation des sociétés d'assurance

Cette semaine, du 22 au 26 avril 2024, la capitale togolaise, Lomé, abrite le tout premier séminaire de l'Institut International d'Assurance (IIA) sur la procédure de liquidation d'une société d'assurance.

• Joël Yanclo

L'événement réunit des cadres de contrôle des assurances des pays membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA) sous le thème : « La procédure de liquidation d'une société d'assurance : rôles et interventions des Directions nationales des assurances ». Le présente séminaire revêt une importance capitale dans le contexte actuel. Les défis complexes auxquels ce secteur est confronté exigent une compréhension approfondie des mécanismes de liquidation des sociétés d'assurance pour garantir la stabilité et la confiance sur les marchés d'assurances. La participation massive à cette rencontre de cinq jours illustre l'engagement commun des compagnies d'assurances envers le développement et la régulation efficace du secteur des assurances dans les différentes nations respectives. Ainsi, le séminaire vise à examiner en profondeur les différentes étapes de la liquidation d'une compagnie d'assurance, ainsi que les responsabilités et les droits des parties prenantes. L'objectif est d'équiper les participants des connaissances et des outils nécessaires pour encadrer efficacement le processus de liquidation, et le cas échéant, recourir à la

CIMA en tant qu'instance suprême pour garantir son bon déroulement. Lors de la cérémonie d'ouverture, le Directeur National des Assurances du Togo, Koffi Mase Elom ASSIGNON, a souligné l'importance cruciale de comprendre les processus de liquidation, notamment à la lumière des récents événements impliquant la société OGAR Assurances au Togo. « La liquidation en cours de la société OGAR Assurances sur le marché togolais est observée dans de nombreux cas de liquidation de sociétés d'assurance de la zone. Cette réalité met en lumière l'importance critique de notre compréhension des processus de liquidation et du rôle central des autorités de régulation dans la gestion transparente et efficace des crises. Il est primordial de reconnaître notre rôle essentiel, en tant que garants des intérêts des assurés et des



bénéficiaires des contrats d'assurance et de capitalisation », a déclaré M. Assignon. Par ailleurs, les directions nationales des assurances jouent un rôle crucial dans la supervision et la coordination du processus de liquidation. Leur expertise et leur diligence sont indispensables pour garantir la protection des intérêts des parties prenantes et pour veiller à ce que la liquidation se

déroule en conformité avec les lois et réglementations en vigueur. Le séminaire devrait mettre l'accent sur les étapes clés de la procédure de liquidation, ainsi que sur les droits et obligations des différentes parties impliquées. Les participants seront équipés pour comprendre leur rôle et à quel moment intervenir pour encadrer le liquidateur. M. Mikaël Wend-toongo Sègla SAN-

HOUIDI, représentant le Directeur Général de l'IIA, souligne l'importance de ce séminaire, le premier du genre organisé sur ce thème précis. Il met en avant l'expertise du Commissaire Contrôleur Général désigné par la CIMA pour animer cet événement, M. Moïse SAWADOGO, un professionnel expérimenté possédant toutes les compétences requises pour

atteindre les objectifs fixés. M. Simon Pierre GOUEM, Président des assureurs du Togo (CAT), exprime sa satisfaction de voir ce séminaire se dérouler dans la capitale togolaise. Il insiste sur l'importance de comprendre les étapes clés de la liquidation, ainsi que les droits et obligations des différentes parties impliquées. L'IIA est un établissement de formation professionnelle à caractère international, créé en 1972. La structure est ouverte aux ressortissants des États membres de la CIMA, composée de 15 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale. Chaque année, l'institut organise des séminaires pour former des cadres de contrôle et des marchés des assurances. Cet événement témoigne de l'engagement de la communauté des assurances en Afrique pour garantir la stabilité et la confiance dans ce secteur vital de l'économie.



• Koffi Mase Elom ASSIGNON Directeur National des Assurances du Togo

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

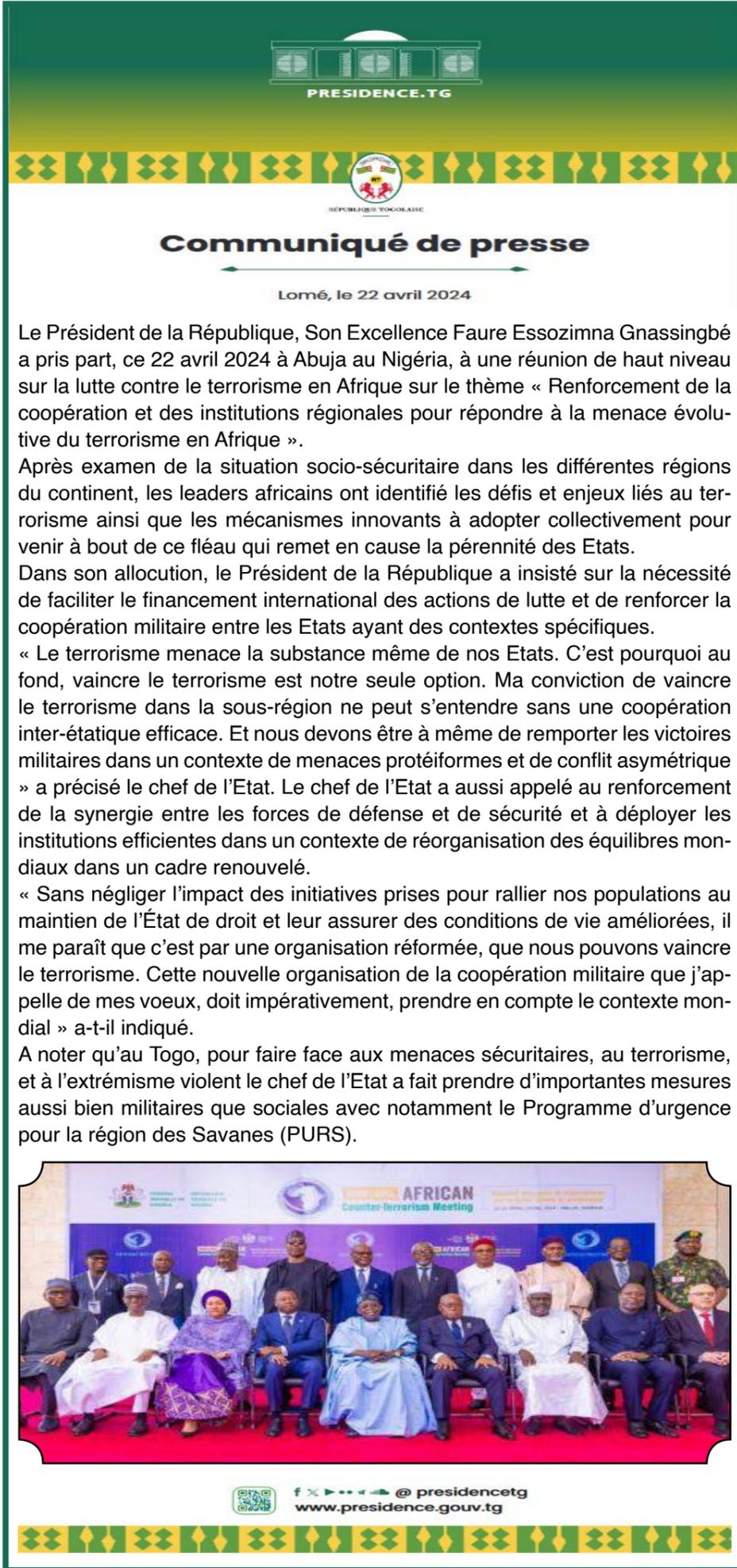
Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,5 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Lutte contre le terrorisme en Afrique

Renforcer la coopération pour répondre à la menace évolutive

Au tour du thème « Renforcement de la coopération et des institutions régionales pour répondre à la menace évolutive du terrorisme en Afrique », les dirigeants africains ont discuté des défis posés par le terrorisme sur le continent. Ceci, dans le cadre du sommet sur la sécurité tenue le 22 avril 2024 à Abuja, au Nigeria.



Communiqué de presse
Lomé, le 22 avril 2024

Le Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé a pris part, ce 22 avril 2024 à Abuja au Nigeria, à une réunion de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme en Afrique sur le thème « Renforcement de la coopération et des institutions régionales pour répondre à la menace évolutive du terrorisme en Afrique ».

Après examen de la situation socio-sécuritaire dans les différentes régions du continent, les leaders africains ont identifié les défis et enjeux liés au terrorisme ainsi que les mécanismes innovants à adopter collectivement pour venir à bout de ce fléau qui remet en cause la pérennité des Etats.

Dans son allocution, le Président de la République a insisté sur la nécessité de faciliter le financement international des actions de lutte et de renforcer la coopération militaire entre les Etats ayant des contextes spécifiques.

« Le terrorisme menace la substance même de nos Etats. C'est pourquoi au fond, vaincre le terrorisme est notre seule option. Ma conviction de vaincre le terrorisme dans la sous-région ne peut s'entendre sans une coopération inter-étatique efficace. Et nous devons être à même de remporter les victoires militaires dans un contexte de menaces protéiformes et de conflit asymétrique » a précisé le chef de l'Etat. Le chef de l'Etat a aussi appelé au renforcement de la synergie entre les forces de défense et de sécurité et à déployer les institutions efficaces dans un contexte de réorganisation des équilibres mondiaux dans un cadre renouvelé.

« Sans négliger l'impact des initiatives prises pour rallier nos populations au maintien de l'Etat de droit et leur assurer des conditions de vie améliorées, il me paraît que c'est par une organisation réformée, que nous pouvons vaincre le terrorisme. Cette nouvelle organisation de la coopération militaire que j'appelle de mes vœux, doit impérativement, prendre en compte le contexte mondial » a-t-il indiqué.

A noter qu'au Togo, pour faire face aux menaces sécuritaires, au terrorisme, et à l'extrémisme violent le chef de l'Etat a fait prendre d'importantes mesures aussi bien militaires que sociales avec notamment le Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS).



Source : FMI, World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations

Mécanisme Forêts et Paysans

La FAO recherche un facilitateur national

Au Togo, le Programme des Nations Unies pour l'Alimentation veut assurer la continuité opérationnelle du Mécanisme Forêts et Paysans « Forest and Farm Facility - FFF » ; elle recherche à cet effet, un nouveau coordinateur national. Le programme onusien vient de lancer en ce sens, un appel d'offres, à l'endroit des acteurs aux compétences pertinentes en la matière.

Ce coordinateur travaillera sous la supervision directe du Représentant de la FAO, et sera assisté notamment par des acteurs clés du mécanisme FFF au Togo, avec pour rôle de « faciliter et diriger la mise en œuvre du programme du FFF au Togo ». Ceci « en étroite collaboration avec le point focal du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, le superviseur à la FAO Togo, les représentants des organisations des producteurs forestiers et agricoles (OPFA) ». Rappelons que le FFF est un partenariat hébergé par la FAO qui renforce les organisations de producteurs forestiers et agricoles, pour garantir leurs droits, orga-



niser leurs activités, gérer durablement leurs forêts et fournir des services sociaux et culturels aux pauvres et marginalisés. Dans le cadre de la Phase II de ce mécanisme multi-pays, visant à renforcer les organisations de producteurs forestiers et agricoles pour fournir des paysages résilients au climat et des moyens de subsistance

améliorés, le Togo fait partie des cinq pays sélectionnés et bénéficiaires en Afrique (sur les neuf pays dans le monde), avec l'idée d'intensifier les activités déjà menées. En 2023, le programme a notamment sélectionné 17 organisations bénéficiaires, dans quatre régions du pays.

Avec Togo First

Reboisement

L'AFLP et le CEG Blifou unissent leurs efforts

L'Association des Femmes pour la Lutte contre la Pauvreté (AFLP), en partenariat avec le Collège d'Enseignement Général (CEG) Blifou, a récemment lancé une initiative remarquable de reboisement dans la région de Kpalimé, apprend-on auprès de l'Agence togolaise de presse (ATOP).

● Nicole Esso

Sous la houlette de la présidente de l'AFLP, Dr Atutonu Amah, une équipe dévouée composée d'élèves, d'enseignants, de parents et de membres de la communauté s'est rassemblée pour planter 625 arbres de quatre espèces différentes sur le site du collège, situé à 24 kilomètres au nord-ouest de Kpalimé. Cet acte symbolique et concret vient appuyer les efforts du gouvernement togolais pour atteindre les objectifs ambitieux en matière de reboisement et de préservation de l'environnement. En alignement avec la vision du chef de l'Etat, qui vise à planter 1 milliard d'arbres d'ici 2030 et à augmenter la couverture végétale à 25% d'ici 2025, cette action représente une contribution significative à la protection de notre écosystème

fragile. Les essences sélectionnées pour ce projet incluent le Gmelina arborea, le Terminalia superba, le Mangifera indica (manguier) et le Citrus (oranger et citronnier), soigneusement plantés sur un hectare de terre. Ces arbres serviront non seulement à fournir de l'ombre aux élèves dans les années à venir, mais également à fournir du bois d'œuvre pour la fabrication de mobilier scolaire et de bureau, ainsi que des fruits pour les élèves et la communauté locale. L'AFLP a distribué une centaine de plants de Xylopia aethiopica (étso) aux femmes des groupements de Blifou, de Dovota et de Kusuntu, afin de soutenir leurs activités génératrices de revenus. Ces plantes aromatiques, en plus de contribuer à la diversification économique, renforceront également la couverture végétale et amélioreront la fertilité des sols.

La présidente de l'AFLP, Dr Atutonu Amah, a souligné l'importance de cette initiative, particulièrement dans le contexte des changements climatiques qui affectent notre région. Elle a appelé à une action collective pour protéger et entretenir ces précieux arbres, exhortant les populations, les élèves et les enseignants à jouer un rôle actif dans cette entreprise vitale. Le soutien et l'engagement du directeur préfectoral de l'Environnement et des Ressources forestières, ainsi que la participation du directeur du CEG, du chef du village de Dovota et du notable de Blifou à cette initiative louable sont à saluer. Depuis sa création en 2012, l'AFLP s'est engagée dans la lutte contre la désertification et le changement climatique à travers des actions concrètes telles que le reboisement et la production de plants.

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo			
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigeria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Services Administratifs
et Financiers
APPEL D'OFFRES OUVERT
N°018/2024/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : Vendredi 05 avril 2024

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet l'acquisition, l'installation, la mise à niveau et la configuration d'un second switch CISCO 9407R au sein du réseau informatique.

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'acquisition, l'installation, la mise à niveau et la configuration d'un second switch CISCO 9407R au sein du réseau informatique.

Le dossier est constitué d'un seul lot.

2. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.

3. Le délai d'exécution du marché est de cent vingt (120) jours.

4. Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes: faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres;
- une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

5. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De La**

Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mercredi 08 mai 2024 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

6. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.

7. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.

8. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers

Personnes à contacter:

M. Tiguene OUEDRAOGO - , Email: tioudraogo@uemoa.int

9. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

10. Une visite des Sites obligatoire aura lieu le 25 avril 2024 à 10 heures. Une attestation de visite de site sera délivrée après la visite. Les soumissionnaires devront la joindre à leur offre

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet pi

Ayi d'ALMEIDA

Bénin

16,3 millions de SIM pour 8,5 millions d'abonnés mobiles uniques

L'adoption des services de communications électroniques est en pleine croissance en Afrique. Cela s'explique notamment par une forte demande et des changements constants des habitudes de consommation des services numériques par la population.

Le nombre d'abonnés uniques aux services de téléphonie mobile au Bénin était de 8,5 millions au 31 décembre 2023 alors que le pays comptait 16,3 millions de cartes SIM. C'est ce qu'a indiqué l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP) dans son rapport d'activité annuel 2023. Les chiffres du régulateur traduisent une moyenne de deux cartes SIM par personne et un taux de pénétration mobile de 67,3 %. Le rapport de l'ARCEP indique également que le nombre de cartes SIM ayant accès aux services d'Internet mobile au 31 décembre 2023 est de 10,9 millions. Cependant, le nombre d'abonnés Internet mobile uniques est estimé à 6,9 millions à la même période pour un taux de pénétration de 55,4 %. L'adoption



des services de communications électroniques est en pleine croissance au Bénin. Entre 2022 et 2023, le nombre de cartes SIM connectées aux réseaux de MTN, Celtis et Moov Africa a augmenté de 12,3 %. Le nombre de cartes SIM ayant accès à l'Internet mobile a également augmenté de 12,4 %. Sur la même période, le trafic voix est resté stable avec 6,5 milliards de minutes d'appels alors que le trafic Internet a crû de 37,8 %

pour s'établir à 280 millions de gigaoctets. Cette adoption croissante des services de communications électroniques intervient dans un contexte de transformation numérique accélérée marqué par une demande sans cesse croissante en connectivité à haut débit. L'ARCEP parle de « changements des habitudes de consommation des services numériques par la population »

Avec Agence Ecofin

Changement climatique

Acre Impact Capital lève 100 millions \$ pour financer des infrastructures

Le fonds, qui vise notamment à financer des projets dans des domaines tels que les énergies renouvelables, la santé, l'alimentation et l'eau, prévoit de fournir une partie du financement non garanti pour les projets soutenus par les agences de crédit à l'exportation.



Deux anciens banquiers du groupe français BNP Paribas, Hussein Sefian et Faisal Khan, ont lancé un nouveau fonds de dette privée à impact de 100 millions de dollars dédié au financement des infrastructures adaptées au changement climatique en Afrique, a rapporté Reuters ce mercredi 17 avril 2024, citant l'un des cofondateurs de ce véhicule d'investissement. Baptisé Acre Impact Capital, ce fonds cherche à contribuer à combler un déficit de financement des infrastructures estimé à 100 milliards de dollars par an sur le continent en fournissant une partie du financement non garanti pour les projets soutenus par les agences de crédit à l'exportation. « En

régle générale, les agences de crédit à l'exportation garantissent jusqu'à 85 % des prêts et exigent que le reliquat soit financé par des fonds privés, mais les banques sont de moins en moins disposées à financer le reste, car ces projets impliquent une charge en capital plus élevée et peuvent être difficiles à réassurer. En conséquence, près de la moitié des transactions qu'une agence de crédit à l'exportation soutiendrait ne sont pas réalisées », a expliqué Hussein Sefian, directeur général d'Acre Impact Capital. « Nous permettons de réaliser une transaction qui n'aurait pas eu lieu autrement en raison du manque de capacité d'assurance, une condition dont les banques ne sont pas en mesure de s'en passer.

Nous pouvons alors intervenir et aider les agences de crédit à l'exportation à conclure cette transaction en fournissant les 15 % des financements manquants, et c'est vraiment là que nous apportons une valeur ajoutée sur le marché », a-t-il ajouté. Acre Impact Capital, qui vise notamment à financer des projets dans des domaines tels que les énergies renouvelables, la santé et l'alimentation et l'eau, a été soutenu par la Banque européenne d'investissement (BEI), des banques commerciales comme Standard Bank et la Rand Merchant Bank, ainsi que par des investisseurs privés spécialisés dans l'investissement à impact.

Avec Agence Ecofin

Relance verte et inclusive

IFC et Amundi lèvent 436 millions USD pour les marchés émergents

IFC, membre du Groupe de la Banque Mondiale, et Amundi, le gestionnaire d'actifs européen, ont annoncé la clôture définitive du SEED, qui signifie - Sustainable Emerging Economy Development Debt, The Fund, un compartiment d'Amundi Planet II, SA SICAV. -RAIF.

● Nicole Esso

Lancé en 2021 en marge de la COP26 à Glasgow, le fonds a levé 436 millions de dollars auprès d'investisseurs institutionnels, dont IFC, Alecta, Cassa Depositi e Prestiti (« CDP ») et APK-Pensionskasse, mobilisant ainsi des investissements privés dans les obligations durables des marchés émergents. , dans le but de promouvoir une reprise économique verte, résiliente et inclusive. Le Fonds est classé au titre de l'article 8 du Règlement sur les divulgations en matière de finance durable. L'initiative vise à contribuer à accroître la disponibilité et la demande de segments sous-développés du marché obligataire durable, en renforçant la classe d'actifs et en mobilisant davantage de ressources vers des domaines prioritaires tels que l'atténuation du changement climatique et l'égalité des sexes. La structure du capital vise à limiter le risque pour les investisseurs commerciaux qui pourraient autrement être réticents à investir seuls dans des obligations à impact social, en particulier sur les marchés les moins développés. En plus de mobiliser des capitaux indispensables, la stratégie fournit un nouveau modèle que d'autres gestionnaires d'actifs et investis-



seurs institutionnels peuvent reproduire, amplifiant encore son impact. « Ce Fonds souligne l'intérêt croissant pour les obligations durables ainsi que leur résilience face à l'incertitude économique mondiale », a déclaré Tomasz Telma, directeur et responsable mondial du Groupe des institutions financières d'IFC. "Des solutions de financement innovantes telles que le fonds SEED permettent une plus grande mobilisation des capitaux du secteur privé vers les marchés émergents, dans le but de combler un énorme déficit de financement et de canaliser les ressources pour relever les défis mondiaux." Jean-Jacques Barbéris, Responsable de la Division Clientèle Institutionnelle et Entreprises et ESG chez Amundi, a ajouté « Nous sommes fiers de jouer un rôle de premier plan dans la finance responsable aux côtés de l'IFC, en relevant des défis clés tels que les inégalités et le changement climatique. Paolo Lombardo, responsable de la coopération internationale pour le développement au CDP, a déclaré : « Nous sommes heureux de nous joindre à une initiative visant à favoriser les inves-

tissements à fort impact dans nos pays partenaires stratégiques. Le Fonds exige que les investissements soient conformes aux principes de l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA) régissant les obligations durables et mettra en œuvre des mécanismes d'examen et de reporting d'impact pour garantir que ces investissements sont alignés sur les objectifs de la stratégie. La stratégie contribue aux engagements d'IFC dans le cadre du Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque mondiale. Pour étendre la portée du projet aux pays à faible revenu, le guichet du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA PSW) fournit une garantie de crédit partielle par le biais de son mécanisme de financement mixte. Pour soutenir davantage la stratégie, un mécanisme d'assistance technique a été conçu pour accroître la qualité et la quantité des émissions d'obligations durables sur les marchés émergents, en sensibilisant davantage le marché et en renforçant les meilleures pratiques dans l'ensemble du secteur.

Nigeria

La Bourse des matières premières prévoit de se lancer dans la négociation du gaz

L'ajout du pétrole brut et du gaz au panier des matières premières négociables sur le marché boursier lancé en 2015 vise à améliorer l'accès au financement pour le secteur des hydrocarbures, qui représente la première source de devises étrangères pour le pays.

La Bourse nigérienne des matières premières, Lagos Commodities and Futures Exchange (LCFE), prévoit de proposer pour la première fois la négociation du pétrole brut et du gaz par le biais de contrats à terme, a rapporté Bloomberg le vendredi 19 avril 2024, citant un dirigeant de ce marché boursier. « Lagos Commodities and Futures Exchange travaille avec la Securities and Exchange Commission pour répondre aux exigences de négociation du pétrole brut et du gaz. Il est envisagé qu'une part allant de 10 à 20 % de la production de pétrole brut du Nigeria soit réservée aux échanges sur le marché », a déclaré le directeur général

du LCFE, Akinsola Akeredolu-Ale (photo), sans préciser la date de début de la négociation sur les hydrocarbures. « La Bourse prévoit d'échanger environ 50 millions de barils de brut par an, ce qui, aux prix actuels, représente 4 milliards de dollars. Cela permettra aux Nigériens d'en tirer des avantages directs et de contribuer à la croissance du marché des capitaux », a-t-il ajouté. M. Akeredolu-Ale a également fait savoir que l'ajout du pétrole brut et du gaz au panier des matières premières négociables sur le marché boursier lancé en 2015 vise également à améliorer l'accès au financement pour le secteur des hydrocarbures qui représente la plus importante source de devises

étrangères du pays. « Le LCFE connectera les producteurs de pétrole aux marchés locaux et étrangers, réduira les risques de défaillance, augmentera la disponibilité des produits et encouragera davantage d'investissements », -t-il expliqué. La production de brut du Nigeria s'est élevée en moyenne à plus de 1,4 million de barils par jour en mars dernier. Malgré cette hausse de la production, le pays ne parvient pas à atteindre ses quotas OPEP+, en raison notamment du manque de nouveaux investissements dans l'industrie, du vol de pétrole brut et du vandalisme touchant les infrastructures.

Avec Agence Ecofin

mardi 23 avril 2024

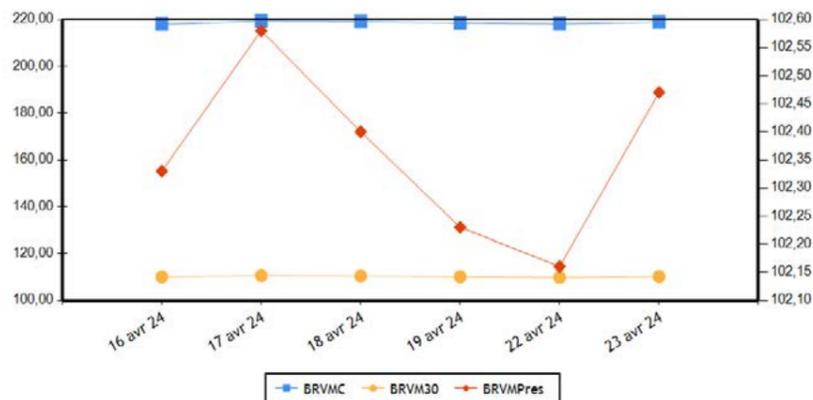
N° 78

BRVM COMPOSITE	218,94
Variation Jour	0,35 %
Variation annuelle	2,24 %

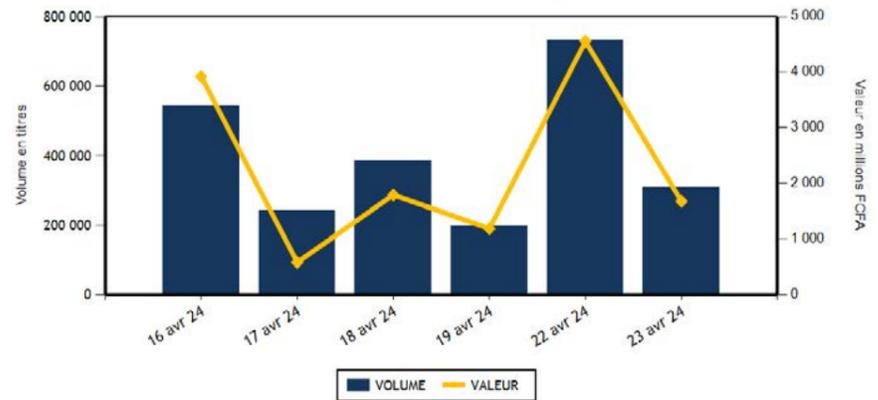
BRVM 30	110,20
Variation Jour	0,36 %
Variation annuelle	2,18 %

BRVM PRESTIGE	102,47
Variation Jour	0,30 %
Variation annuelle	0,99 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 145 235 989 021	0,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	179 954	-43,24 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	661 735 277	2,95 %
Nombre de titres transigés	37	-5,13 %
Nombre de titres en hausse	18	63,64 %
Nombre de titres en baisse	8	-42,86 %
Nombre de titres inchangés	11	-21,43 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	695	6,92 %	-4,14 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	6 000	3,54 %	0,00 %
CIE CI (CIEC)	1 585	2,92 %	-6,76 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 600	2,86 %	12,50 %
SAPH CI (SPHC)	2 215	2,78 %	-5,74 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,47	0,30 %	0,99 %	30 261	408 698 110	6,96
BRVM-PRINCIPAL	36	105,27	0,49 %	1,26 %	149 693	253 037 167	12,20

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,11	0,05 %	2,06 %	12 060	17 618 295	39,54
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	543,59	0,10 %	2,28 %	28 280	361 693 610	8,26
BRVM - FINANCES	15	88,55	0,74 %	2,46 %	124 077	258 510 972	6,06
BRVM - TRANSPORT	2	412,11	1,77 %	24,52 %	3 576	5 900 670	9,16
BRVM - AGRICULTURE	5	168,35	0,60 %	4,20 %	3 593	6 818 965	8,74
BRVM - DISTRIBUTION	7	315,20	-0,08 %	-3,96 %	7 926	10 846 005	11,09
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	968,60	0,64 %	-12,78 %	442	346 760	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,77
Taux de rendement moyen du marché	8,22
Taux de rentabilité moyen du marché	10,18
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	140
Volume moyen annuel par séance	332 499,00
Valeur moyenne annuelle par séance	993 709 947,76

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,39
Ratio moyen de satisfaction	20,67
Ratio moyen de tendance	220,13
Ratio moyen de couverture	45,43
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,49
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Surtourisme

Aux Canaries, haro sur le tourisme de masse

Des milliers de personnes ont manifesté samedi à Ténérife, en Espagne, pour demander de limiter temporairement les arrivées de touristes qui font grimper le coût du logement pour les habitants.

Des milliers de personnes ont manifesté samedi à Ténérife, en Espagne, pour demander de limiter temporairement les arrivées de touristes qui font grimper le coût du logement pour les habitants. Les manifestants ont brandi des pancartes avec des slogans tels que « Les gens vivent ici » et « Nous ne voulons pas voir notre île mourir ».

Un modèle touristique à repenser

Un manifestant a déclaré à Reuters lors de la manifestation à Santa Cruz de Ténérife que « Il ne s'agit pas d'un message contre les touristes, mais contre un modèle touristique qui ne profite pas à cette terre et qui doit être modifié ». L'industrie du tourisme représente 35% du produit intérieur brut de l'archipel des Canaries. Des marches rassemblant moins de personnes ont également eu lieu ailleurs dans l'archipel et dans d'autres villes espagnoles, toutes organisées par une vingtaine d'organisations de défense de l'environnement en prévision des



vacances d'été. Les organisations estiment que les autorités locales devraient limiter temporairement le nombre de visiteurs afin d'alléger la pression sur l'environnement, les infrastructures et le parc immobilier des îles, et mettre un frein à l'achat de propriétés par des étrangers.

Les autorités locales appelées à agir

Antonio Bullon, l'un des organisateurs de la manifestation, a déclaré que « Les autorités doivent immédiatement mettre fin à ce modèle corrompu et destructeur qui épuise les ressources et rend l'économie plus précaire. Les îles Canaries ont des limites et la patience des gens aussi ». L'archipel de 2,2 millions d'habitants a accueilli près de

14 millions de touristes étrangers en 2023, soit une hausse de 13% en un an, selon les données officielles. Les autorités s'inquiètent de l'impact sur la population locale et doivent se prononcer sur un projet de loi qui durcit les règles des locations de courte durée. Le président des îles Canaries, Fernando Clavijo, a déclaré vendredi qu'il était fier que la région soit l'une des principales destinations touristiques espagnoles, mais il a reconnu que des contrôles supplémentaires étaient nécessaires car le secteur continue de se développer. « Nous ne pouvons pas continuer à regarder ailleurs. Sinon, les hôtels continueront à ouvrir sans aucun contrôle », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

(Avec agences)

Fraude et désinformation

Une IA de Microsoft suscite des inquiétudes

Microsoft crée une technologie d'IA pour transformer une photo et un échantillon de voix en vidéo ultra réaliste, futur terreau pour les fraudeurs et les fakenews.



Microsoft a mis au point une technologie d'intelligence artificielle (IA) qui permet de transformer une photo de visage et un échantillon de voix en une vidéo ultra réaliste d'un « visage en train de parler ». Baptisée VASA-1, cette technologie prend une simple photo de portrait et un fichier audio et les convertit en une vidéo où le visage s'anime et parle de façon hyperréaliste. L'essor rapide de l'IA générative, qui permet de produire facilement toutes sortes de contenus (textes, images, sons...) de qualité bluffante, suscite de nombreuses inquiétudes, notamment en termes d'exploitation à des fins de fraude et de désinformation. Microsoft reconnaît que cette techno-

logie pourrait être utilisée à mauvais escient pour usurper l'identité d'un être humain.

Microsoft se concentre sur des applications positives de l'IA

Cependant, la firme informatique assure se concentrer sur des applications positives de l'IA générative, telles que le renforcement de l'équité en matière d'éducation, l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes ayant des difficultés de communication, et le soutien thérapeutique aux personnes qui en ont besoin. Microsoft ne prévoit pas de rendre le nouvel outil disponible ou de donner des informations techniques « tant que nous

ne sommes pas certains que la technologie sera utilisée de manière responsable et conformément aux réglementations en vigueur ». D'autres entreprises travaillent également sur cette technologie, comme Runway, une des spécialistes de l'IA générative pour la vidéo. Des chercheurs de Google ont aussi créé un modèle d'IA, Vlogger, qui peut générer des vidéos réalistes de têtes parlantes. De nombreuses autorités réfléchissent à encadrer l'IA générative. L'Union européenne s'est entendue en décembre sur une législation inédite pour réguler l'IA, cherchant à favoriser l'innovation tout en limitant les possibles dérives.

(Avec AFP)

Streaming

Netflix ne veut plus compter seulement sur ses abonnés

Netflix compte près de 270 millions d'abonnés dans le monde, après avoir engrangé plus de 9 millions d'abonnements supplémentaires au premier trimestre, bien plus qu'attendu. Mais le pionnier du streaming ne veut plus dépendre uniquement de cette croissance pour rester au sommet.



Netflix démarre l'année 2024 en grande pompe. La plateforme de streaming a annoncé jeudi avoir gagné 9,3 millions d'abonnés supplémentaires au cours du premier trimestre, portant son total à près de 270 millions, alors que le marché s'attendait à un ralentissement de la croissance du géant du streaming. L'entreprise américaine a réalisé au premier trimestre 9,37 milliards de dollars de revenus et 2,3 milliards de bénéfice net, d'après son communiqué, des résultats également supérieurs à ses prévisions et à celles des analystes. La plateforme avait déjà gagné 13 millions d'abonnés supplémentaires pendant la saison des fêtes et près de 9 millions l'été dernier, grâce notamment à sa politique plus stricte sur le partage des comptes entre utilisateurs et à son abonnement moins cher avec de la publicité. « Netflix continue de faire la nique à ses concurrents », a réagi Ross Benes, de Emarketer. « Cela indique que le partage de mots de passe était encore plus courant qu'on ne le pensait, car le service continue de transformer des spectateurs parasites en utilisateurs payants ». Et ce n'est pas fini. Netflix travaille sur des « mécanismes toujours plus efficaces pour convertir les gens », a assuré Greg Peters, qu'il s'agisse d'utilisateurs qui « empruntent des codes », d'anciens abonnés ou de nouveaux venus.

Netflix mise sur d'autres leviers que les abonnements

Mais le pionnier du streaming ne veut plus dépendre uniquement de cette croissance pour rester au sommet. « Nous allons évidemment continuer à augmenter le nombre d'abonnés, mais la croissance globale de l'entreprise dispose désormais de moteurs supplémentaires, comme l'optimisation des formules d'abonnements, (...) les revenus publicitaires et l'ajustement des prix en fonction de la valeur ajoutée », a déclaré jeudi Greg Peters, codirecteur général. « Ces leviers constituent une part de plus en plus importante de notre modèle économique », a-t-il ajouté lors d'une conférence téléphonique après la publication des résultats trimestriels. Le groupe, qui prévoit des gains d'abonnés plus faibles pour le trimestre en cours, a d'ailleurs annoncé qu'à partir de l'année prochaine, il ne divulguerait plus le nombre de nouveaux abonnements tous les trois mois. Greg Peters a expliqué vouloir se concentrer sur les mesures « d'engagement » de l'audience (temps passé à regarder des contenus), parce qu'elles reflètent « mieux » la capacité de la plateforme à fidéliser et séduire, et donc à générer « de l'engagement, des revenus et des bénéfices - nos étoiles polaires ». Cette décision de ne plus communiquer sur les nouveaux abonnés a été mal reçue à Wall Street où le titre du groupe perdait plus de 4% lors des échanges électroniques après la clôture de la Bourse jeudi. Le marché « n'a pas apprécié », analyse Sophie Lund-Yates, de Hargreaves Lansdown. Mais c'est selon elle une « évolution naturelle » : « L'objectif a toujours été de faire croître la base de clients, puis de

diversifier les sources de revenus ».

De nouvelles saisons de séries maison à venir

Dans ce contexte d'abondance, certains analystes se demandent pourquoi Netflix n'a prévu de dépenser « que » 17 milliards de dollars dans les contenus en 2024, au lieu d'acquiescer plus de droits de diffusion de séries produites par des tiers, par exemple. Le service « risque de perdre son esprit d'innovation » s'il devient plus sélectif dans la production de contenus pour faire des économies, met en garde Ross Benes. Cette année, Netflix va pouvoir compter sur de nouvelles saisons de séries maison à succès, comme Bridgerton et surtout la série sud-coréenne phénoménale Squid Game. En mars elle a aussi lancé Le problème à 3 corps, nouvelle série de science-fiction réalisée par les créateurs de Game of Thrones et adaptée d'un grand succès de librairie en Chine. Mais Netflix ne doit plus seulement se battre pour attirer et retenir l'attention des spectateurs, il doit aussi convaincre les annonceurs, note Mike Proulx, vice-président de Forrester. La plupart des plateformes de streaming proposent désormais une formule d'abonnement avec de la publicité, donc « les marques disposent de plus nombreuses options », souligne le directeur de recherche.

(Avec AFP)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 ^{ème} édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : spia@capaalgerie.com https://www.capaalgerie.com	Gouvernement Algérien
14 ^{ème} Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 www.smamedfood.com	Sfax International Fair Association
3 ^{ème} édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA WWW.FONI.AFRICA	Afrik Créances
9 ^{ème} édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : besma@petroafrica.org www.petroafrica.org Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria kayodesoquntuase@yahoo.co.uk +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistbenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : register@theafricaceoforum.com partners@theafricaceoforum.com tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistbenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Cette configuration de Saturne pourra fragiliser votre équilibre budgétaire. Vous aurez intérêt à vous montrer économe si vous ne voulez pas voir empirer la situation. Ceux d'entre vous qui auraient fait preuve de négligence vis-à-vis du fisc pourraient se voir réclamer un reliquat d'impôt !

Taureau Le climat astral de la journée pourra marquer pour vous de grandes satisfactions d'ordre matériel dans la mesure où vous ferez passer la raison avant la passion. Méfiez-vous surtout de l'avidité, et comprenez que votre intérêt réel n'est pas forcément dans la ligne d'un gain immédiat. Pensez à cultiver et à développer vos relations : elles vous seront tôt ou tard utiles à vos affaires.

Gémeaux Ce climat financier sera assez stable, mais vous devrez tout de même rester quelque peu sur la défensive. Non que les astres soient négatifs, mais tout simplement parce que Jupiter est en aspect dysharmonique. Cette planète risque en effet de décupler votre tendance à trop dépenser. Vous qui n'êtes pas habituellement un modèle de prudence dans ce domaine, vous serez enclin à faire des folies. Et méfiez-vous : aucune planète ne viendra à votre secours.

Cancer Pluton en aspect harmonique pourra vous permettre de vous enrichir, mais seulement si vous contrôlez les excès propres à cette planète. En effet, Pluton rend très audacieux, et vous risquez de faire des choix périlleux sans en mesurer toutes les conséquences. Ne prenez aucune décision sur un coup de tête ; ce sera le meilleur moyen d'éviter les erreurs et de mettre la chance de votre côté.

Lion Les astres vous doteront de la lucidité et du sens des réalités nécessaires pour mener rondement vos diverses affaires. Vous effectuerez des opérations financières habiles ou des placements sûrs, vous donnant ainsi des chances d'améliorer votre situation matérielle. N'oubliez pas de résister à vos envies d'achat souvent déraisonnables. "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire" (Caton le Censeur).

Vierge Cet aspect de Neptune mettra l'accent sur des problèmes matériels qu'il vaudrait mieux résoudre au plus vite. Si vous tardez, vous vous retrouverez dans une voie sans issue.

Balance Votre vie matérielle sera sans nuages. Amélioration de vos rentrées mensuelles ou meilleur train de vie. Ceux qui avaient auparavant des problèmes financiers auront toutes les chances de les résoudre de manière satisfaisante. Ceux qui ont des dettes pesantes s'en verront délivrés et pourront commencer à faire de vraies économies.

Scorpion Ne vous attendez cette fois ni à une grosse rentrée d'argent, ni à des dépenses importantes. Si vous faites une folie, ce sera soit pour vous offrir un petit voyage à l'étranger, soit pour dépanner un de vos amis momentanément dans le besoin.

Sagittaire Vous chercherez par tous les moyens à développer votre situation matérielle. Dans ce domaine, les influx astraux seront extrêmement favorables. La prospérité vous ouvrira ses bras.

Capricorne Décidément, la chance sera aujourd'hui de votre côté sur le plan matériel. Certains placements à long terme commenceront à se révéler profitables. Vous aurez aussi la possibilité de réaliser une bonne opération financière. En tout cas, l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle, comme l'eau à couler vers le bas.

Verseau Les perspectives sont plutôt favorables pour vos finances. Vous réussirez à régler plusieurs problèmes, à vous acquitter de vos dettes, en vous abstenant de contracter d'autres engagements à long terme. Laissez un peu reposer ce terrain, en attendant de voir la tournure que prendront les activités boursières. Un conseil : réduisez vos menus frais quotidiens, qui finiront par atteindre des chiffres impressionnants.

Poisson Même si vous pensez avoir un flair infallible et une sorte de sixième sens en matière d'argent, vous aurez tout intérêt, cette fois, à tenir compte des conseils de spécialistes financiers. En effet, si vous n'en faites qu'à votre tête, vous pourriez vous retrouver dans une situation très délicate.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Services Administratifs
et Financiers

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 017/2024/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : Mardi 02 avril 2024

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet l'acquisition de seize (16) véhicules Pick up 4 x 4 double cabine au profit des structures de gestion des urgences de santé publique des Etats membres de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de l'acquisition de seize (16) véhicules Pick up 4 x 4 double cabine au profit des structures de gestion des urgences de santé publique des Etats membres de l'UEMOA.
3. Le dossier est constitué d'un seul lot.
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
5. Le délai de livraison est de cent vingt (120) jours. La livraison se fera au siège de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou et dans les Bureaux de Représentation de la Commission de l'UEMOA dans les Etats membres.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- M. Amin Jean Hugues SANOU, Email : ajhsanou@uemoa.int
- Mme. Carmelle Nadège HOUNNOU, Email : kcnhounnou@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction du Secrétariat de la Commission, des Archives et Documentation et (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA
8. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01**, Burkina Faso, **au plus tard le jeudi 02 mai 2024 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une **garantie** de soumission d'un montant d'un million (1 000 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet,


Lassana FOFANA



Port autonome de Lomé

Un Centre d'appels dédié à la gestion des informations

Le Port Autonome de Lomé (PAL) a franchi une étape majeure dans l'amélioration de ses services avec l'inauguration de son Centre d'Appels dédié à la Gestion des Informations et Réclamations.

Wilson Lawson

La cérémonie d'inauguration a eu lieu le mardi 16 avril à Lomé, marquant un jalon important dans la modernisation et l'efficacité opérationnelle du plus grand port de la région. Ce Centre d'Appels, joignable via le numéro vert 8818, est le fruit d'un partenariat entre la Cellule Climat des Affaires (CCA) de la présidence de la République togolaise et le groupe de la Banque mondiale. Opérationnel depuis juillet 2022, ce projet vise à centraliser la gestion des informations, des conseils, des plaintes et des réclamations liées aux opérations économiques du PAL. Landry Aveko, responsable du Centre d'Appels, a souligné les objectifs principaux de cette initiative, à savoir la collecte des plaintes des clients et des partenaires, leur redirection vers les structures compétentes, le suivi du traitement des plaintes et l'évaluation de leur efficacité.



Ce dispositif, conçu par le prestataire "Mesys Communication", est destiné à améliorer les relations avec les usagers et prestataires du port, tout en rapprochant le PAL de ses partenaires pour mieux répondre à leurs besoins. A en croire le directeur général du PAL, le contre-amiral Fogan Adegnon, l'importance stratégique de ce Centre d'Appels dans un environnement portuaire de plus en plus compétitif. Il a annoncé que le call center intégrera bientôt des outils modernes de communication tels que les e-mails, les SMS et les réseaux sociaux, devenant ainsi le point unique d'entrée et de traitement des informations pour la plateforme portuaire. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du processus de dématérialisation totale des opérations et procédures d'enlèvement des marchandises au Port Autonome de Lomé, renforçant ainsi son positionnement en tant que port moderne et efficace de la sous-région. Pour garantir l'efficacité et la performance du Centre d'Appels, le contre-amiral Adegnon, accompagné du représentant du ministre en charge de l'Économie Maritime, Danmitonde Wilfried, a visité les installations qui abritent le call center, y compris la salle de réception d'appels et les équipements serveurs.

informations pour la plateforme portuaire. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du processus de dématérialisation totale des opérations et procédures d'enlèvement des marchandises au Port Autonome de Lomé, renforçant ainsi son positionnement en tant que port moderne et efficace de la sous-région. Pour garantir l'efficacité et la performance du Centre d'Appels, le contre-amiral Adegnon, accompagné du représentant du ministre en charge de l'Économie Maritime, Danmitonde Wilfried, a visité les installations qui abritent le call center, y compris la salle de réception d'appels et les équipements serveurs.

Premier League

Arsenal pulvérise Chelsea dans le derby londonien !

Arsenal a tout simplement ridiculisé Chelsea (5-0) dans ce derby londonien, et met au passage la pression sur ses poursuivants dans la course au titre.

Les fans de foot anglais et de football en général étaient gâtés ce soir, même si au final, ceux de Chelsea auraient probablement préféré qu'il n'y ait pas match ce soir. On avait effectivement droit à un derby londonien entre Arsenal et Chelsea, qui comptait pour la 29e journée de championnat anglais et avait été initialement reporté. Un duel décisif dans la course au titre, puisque les Gunners, leaders à égalité avec Liverpool, second, et avec un point de plus que Manchester City (qui compte un match de moins) avaient une belle opportunité pour mettre la pression sur leurs deux rivaux pour le titre. Les Gunners ont laissé filer quelques points ces dernières semaines, alors que Chelsea connaissait un

peu de mieux, malgré cette défaite en demies de FA Cup contre City. Pour ce match, Mikel Arteta sortait une composition assez classique, avec Trossard préféré à Martinelli tout de même devant, alors que Partey était titularisé dans l'entrejeu aux côtés de Rice et Odegaard. En face, Mauricio Pochettino misait sur cette défense centrale française Disasi-Badiashile, et un trio offensif Madueke-Jackson-Mudryk. La rencontre démarrerait très fort pour les locaux. Effectivement, à la 4e minute de jeu seulement, Leandro Trossard faisait trembler les filets. Après une action collective très bien menée par les hommes de Mikel Arteta, Declan Rice décalait pour l'international belge, qui frappait en puissance et

battait Petrovic. Supérieurs, les pensionnaires de l'Emirates Stadium n'étaient pas vraiment inquiétés par leur voisin, qui tentait surtout de faire mal sur des actions individuelles la plupart du temps non concluantes. Les Gunners avaient les situations les plus intéressantes, à l'image de cette tentative de Rice (22e), ou ce bel arrêt de Petrovic sur Havertz (26e). Le portier des Blues maintenait les siens à flot, puisqu'il était également décisif sur Saka (27e). Derrière, Chelsea commençait peu à peu à montrer le bout de son nez, mais c'était tout de même assez brouillon. Nicolas Jackson était par exemple assez volontaire dans les derniers mètres, mais n'était pas très précis dans le dernier geste. Avec footmercato.net

Forêt Classée de Missahöhe

Formation de 25 apiculteurs des villages riverains

Vingt-cinq apiculteurs des villages riverains de la Forêt Classée de Missahöhe (FCM) ont récemment conclu avec succès trois jours de formation intensive sur les techniques de production et de récolte de miel.

Junior Aredola

L'événement, qui s'est déroulé du 11 au [Date] à Kpodzi, banlieue nord de Kpalimé, a été organisé dans le cadre du projet d'appui à la promotion des chaînes de valeurs rentables pour les femmes et les jeunes, avec le soutien financier du Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) à travers le Mécanisme Forêt Paysan (FFF). Cette formation vise à renforcer les capacités des apiculteurs dans la gestion efficace des colonies d'abeilles, la production de miel de qualité, ainsi que dans le piégeage des abeilles, avec pour objectif ultime d'augmenter les revenus des jeunes et des femmes le long de la filière apicole. Elle intervient dans le cadre de la mise en œuvre du projet visant à promouvoir un entrepreneuriat forestier durable et rentable le long des chaînes de valeurs forestières, notamment le bois énergie, le miel, les épices et les fruits forestiers, au profit des coopératives de femmes et des jeunes. Durant la formation, les apiculteurs ont été équipés de techniques et d'outils modernes pour améliorer la production et la récolte de miel, ainsi que pour assurer la santé des colonies d'abeilles. Les sujets abordés comprenaient l'organisation des colonies d'abeilles, la production de miel et de produits dérivés conformes aux normes requises, ainsi que la gestion financière et opérationnelle d'une exploitation apicole. À l'issue de la formation, les bénéficiaires ont reçu un matériel apicole complet, comprenant des ruches, des enfumoirs, de la cire, des lève-cadres, des combinaisons, des bottes et des gants. Gavo Sélom, formateur, a souligné l'importance de cette formation pour dynamiser les Comités Locaux de Gestion



et de Protection de la FCM, nouvellement mis en place avec le soutien de la FAO. Il a également mis en avant le rôle essentiel de ces comités dans la gestion durable de la Forêt Classée de Missahöhe. Le directeur préfectoral de l'Environnement et des Ressources Forestières, Lt des Eaux et Forêts, Kpognon Ayaovi, a encouragé les bénéficiaires à une gestion responsable du matériel remis, soulignant l'importance de leur engagement pour la pérennité de l'activité apicole. Cette formation marque une étape importante dans le renforcement des capacités des apiculteurs locaux et contribuera à la préservation de la biodiversité et à la promotion d'une économie durable dans la région.

et de Protection de la FCM, nouvellement mis en place avec le soutien de la FAO. Il a également mis en avant le rôle essentiel de ces comités dans la gestion durable de la Forêt Classée de Missahöhe. Le directeur préfectoral de l'Environnement et des Ressources Forestières, Lt des Eaux et Forêts, Kpognon Ayaovi, a encouragé les bénéficiaires à une gestion responsable du matériel remis, soulignant l'importance de leur engagement pour la pérennité de l'activité apicole. Cette formation marque une étape importante dans le renforcement des capacités des apiculteurs locaux et contribuera à la préservation de la biodiversité et à la promotion d'une économie durable dans la région.

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with trade statistics for Togo in 2020, comparing exports and imports in USD. Includes categories like transport equipment, energy, and various agricultural products.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère de la Culture
et du Tourisme



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★



Semaine
de L'INDEPENDANCE

Soirée Barbecue RÉTRO TOGO



Sam. 27 Avril
à partir de 19h00

AKWABA POOL BAR & GRILL

12.000FCFA

Dress Code : *Tenue rétro*

avec
DJ DESMUS &
GENIOUS BAND

+228 22 23 86 00
foodbev@hotel2fevrierlome.com

